

Genèse et missions d'un Observatoire des précarités

Au sortir de deux ans de pandémie de COVID-19, il est crucial de nous demander quelles sont les politiques sociales que nous souhaitons pour demain et quelles leçons tirer face au risque de pauvreté et aux processus de précarisation à l'œuvre. C'est l'objectif du nouvel Observatoire des précarités de la Haute école de travail social et de la santé Lausanne.

Texte : Emilie Rosenstein, professeure, Haute école de travail social et de la santé Lausanne (HETSL | HES-SO)

L'histoire des politiques sociales est très étroitement liée à celle des crises, qu'elles soient sociales, économiques ou politiques. C'est dans des contextes de conflits et de luttes sociales qu'elles ont vu le jour. C'est au lendemain de guerres mondiales qu'elles se sont développées. Et c'est aussi dans des moments de crise qu'elles ont reculé, notamment sous l'influence de mesures dites d'austérité. Au sortir de deux ans de pandémie de COVID-19, ayant à la fois augmenté les inégalités et donné lieu à des mobilisations et des investissements

inédits dans le champ de l'action sociale, il est crucial de nous demander quelles sont les politiques sociales que nous souhaitons pour demain et quelles leçons tirer face au risque de pauvreté et aux processus de précarisation à l'œuvre. C'est l'objectif du nouvel Observatoire des précarités de la Haute école de travail social et de la santé Lausanne (HETSL | HES-SO). Cet article revient sur son contexte d'émergence et ses missions.



La pandémie comme révélateur et accélérateur de précarités

La pandémie de COVID-19 entretient un double rapport aux phénomènes de précarisation. Premièrement, elle a mis en lumière de multiples formes de précarités qui sont le plus souvent ignorées: la situation des personnes sans-abri; des travailleur·euse·s précaires qui ont perdu leur emploi et qui – faute d’une couverture sociale adéquate ou d’un permis de séjour – se sont retrouvé·e·s du jour au lendemain sans ressource; ou encore des milliers de personnes qui ont formé les files d’attente de l’aide alimentaire, parfois longues de plusieurs kilomètres et dont les images ont fait le tour du monde. Chacune de ces réalités a été rendue visible par la pandémie. Deuxièmement, la crise de la COVID-19 a également contribué à renforcer les inégalités socioéconomiques. Un corpus d’études toujours plus étendu montre en effet qu’en Suisse, comme dans bien d’autres pays, le virus a exacerbé des inégalités. De fait, on constate non seulement que le risque de contagion est plus marqué parmi les populations précaires, mais on note également un effet cumulatif de ces inégalités qui va bien au-delà de la seule dimension sanitaire. Ainsi, les personnes ayant les plus bas revenus sont aussi celles qui ont le plus souvent connu une perte d’emploi, qui ont dû piocher dans leurs économies ou avoir recours à des emprunts et qui se retrouvent face à un risque accru d’endettement.

Deux leçons pour les politiques sociales suisses

Sous l’angle des politiques sociales, deux leçons contrastées émanent de l’expérience récente de la pandémie dans le contexte suisse. D’une part, et comme en témoigne l’augmentation des inégalités décrite plus haut, en dépit des droits sociaux et structures existantes, on constate que des besoins fondamentaux ne sont pas couverts pour l’ensemble de la population. C’est le cas notamment aux franges des politiques sociales, là où des dispositifs d’aide d’urgence ont dû être déployés, en matière d’hébergement, d’accès à l’alimentation, ou d’accès à des aides financières ponctuelles en particulier – secteurs le plus souvent caractérisés par l’absence de lois-cadres à l’échelle fédérale, voire cantonale et où l’action sociale de proximité a joué un rôle majeur pour tenter de répondre à l’afflux des demandes. Il en va de même pour bon nombre de travailleurs et travailleuses indépendantes dont on a découvert au grand jour la vulnérabilité et le manque de protection sociale, ou encore à l’égard des personnes dont les besoins fondamentaux ne sont pas couverts, car elles ne recourent tout simplement pas aux aides existantes, et ce pour diverses raisons.

D’autre part, en dépit de la complexité et du haut degré de fragmentation qui caractérisent le système suisse de protection sociale – en raison de la multiplicité des structures et niveaux d’interventions sur lesquels il repose – on a vu l’action sociale se redéployer dans le contexte de la COVID-19 de manière inédite et dans des temps records. Alors que la création ou la révision des politiques sociales s’inscrit généralement sur plusieurs années, voire décennies, au printemps 2020, de nouveaux dispositifs ont vu le jour en l’espace de

Observatoire des précarités, un triple objectif

- documenter les précarités afin de contribuer au pilotage de l’action sociale;
- favoriser le dialogue entre les protagonistes de l’action sociale tout en donnant voix au chapitre aux personnes concernées;
- accompagner les partenaires de terrain par:
 - des programmes de formation continue
 - un appui scientifique
 - une sensibilisation des politiques sociales et le monde académique sur les phénomènes de précarité émergents



quelques semaines. A l’échelle fédérale, on peut mentionner la mise sur pied des allocations perte de gain (APG) COVID venues soutenir les travailleur·euse·s indépendant·e·s impacté·e·s par la pandémie ou encore l’extension des mesures de réduction de l’horaire de travail (RHT) qui, au plus fort de la crise, ont couvert jusqu’à un tiers de la population active. Mais cette capacité d’innovation s’est aussi déclinée à l’échelle locale, à travers la mise sur pied de dispositifs d’aide d’urgence, l’allocation de subsides extraordinaires, voire l’augmentation des barèmes d’aide sociale. Cette réactivité insoupçonnée a été rendue possible par un intense travail de coordination et par la mobilisation solidaire d’acteur·ice·s de différents horizons, par-delà les silos et canaux habituels.

Un observatoire, une triple mission

Face à ces constats qui soulignent aussi bien les limites que le potentiel de développement de l’action sociale, plusieurs voix se sont élevées pour réclamer la mise sur pied d’un Observatoire des précarités, à même de documenter les répercussions de la pandémie. C’est dans ce contexte que la HETSL s’est engagée dès l’été 2021 dans l’élaboration du tout premier observatoire du genre, grâce à la participation d’une trentaine de partenaires issu·e·s de l’action sociosanitaire locale et de hautes écoles environnantes et avec le soutien du Canton de Vaud. Ces travaux ont permis de définir collectivement les missions et la gouvernance de l’Observatoire des précarités. Inauguré en mai 2022, celui-ci entend jouer un rôle d’émulateur et de relais entre projets de recherche, enseignements, initiatives et expériences de terrain. A travers ses trois objectifs, l’Observatoire des précarités vise à mieux appréhender les inégalités engendrées par la pandémie et au-delà, tout en pérennisant l’élan de collaboration suscité par cette crise, au service des populations les plus vulnérables. •